

DE LA COHERENCE EN AGRICULTURE

En prenant connaissance du discours du président Nicolas Sarkozy, délivré aux agriculteurs français le 27 octobre dernier à Poligny dans le Jura, l'envie me prend d'écrire sur l'interdépendance, non pas dans une approche philosophique mais plutôt dans une approche pragmatique. Vous me direz que Nicolas Sarkozy est président de la France et donc étranger à notre Wallonie. Certes, cependant la France est un poids lourd dans la définition de la PAC et son application.

Nourrir le monde

Que dit le président français ? Il nous parle d'une agriculture de production qui devra nourrir neuf milliards d'individus en 2050. Aucun mot pour soutenir l'agriculture des pays en voie de développement, seule véritable solution, avec la démocratie, à la malnutrition et à la famine. Si le président nous parle d'autosuffisance alimentaire, c'est pour la France. Pas un mot sur ces milliers d'hectares que des Etats achètent en Afrique, en Ukraine, aux Maldives et en Indonésie au détriment des paysans locaux (1). Pas un mot sur les géantes monocultures dédiées à l'exportation. L'autosuffisance, c'est se contenter de ce que votre région peut produire. Plus, c'est, d'une manière ou d'une autre, manger dans l'assiette de votre voisin.

Produire, certes, mais sans vivre à crédit aux dépens des générations futures. Produire, certes, mais pas au détriment des voisins ! Prenez l'absurdité de la production porcine. Qui se soucie du tiers comme du quart des dégâts causés par le lisier ? Qu'importe si les côtes bretonnes se trouvent engluées dans les algues vertes ! Qu'importe le bien-être de l'animal ! Mon voisin, maire de son Etat et plus gros agriculteur du village, ne m'a-t-il pas dit un jour texto « qu'il avait conscience de produire de la merde mais que c'était la faute du marché ».

L'agriculteur accuse l'agroalimentaire, qui accuse la grande distribution, qui dit qu'elle ne fait que répondre aux consommateurs. Partiellement vrai, la grande distribution ne met dans ses étalages que des produits qu'elle espère vendre. Cependant, elle exploite habilement nos travers que sont la paresse : il est plus facile de ne pas cuisiner ; l'avidité à avoir toujours plus, aidée en cela par les prix bas. Une enseigne de supermarché se dit solidaire des agriculteurs, vante sa belgitude mais c'est en vain que j'y ai cherché des oignons produits en Belgique ou en France, rien, nada, mais par contre des oignons d'Egypte ou de Nouvelle-Zélande, oui. Peu importe qu'ils aient parcouru des milliers de kilomètres en containers réfrigérés pour un coût client bas à mettre en balance avec un coût CO² élevé. D'ailleurs, à voir les produits de cette enseigne, la Nouvelle-Zélande – magnifique pays par ailleurs- semble être son eldorado. Serait-il devenu impossible de produire des oignons en Belgique, en France ou en Allemagne ?

Nourrir neuf milliards de personnes en 2050 ? Pas un mot non plus sur la limitation des naissances. Véritable tabou que brise pourtant le professeur de l'UCL Christian de Duve, Prix Nobel de médecine dans son livre « Génétique du péché originel : Le poids du passé sur l'avenir de la vie » aux Editions Odile Jacob, avril 2009.

De l'usage de la culpabilité

L'utilisation habile de la culpabilité, mélangée à celle des bons sentiments, est mise à profit par les tenants d'une agriculture productiviste, comme semble l'être le président français, comme le sont aussi les producteurs d'engrais, de pesticides et d'OGM. Refuserions-nous cette agriculture que nous serions les affameurs du tiers-monde ? Qu'importe que ces famines soient le résultat de dictatures imbéciles, de guerriers primates et d'une absence de contrôle des naissances ! Par contre, pas un mot sur notre culpabilité dans le réchauffement climatique qui menace de famine l'Afrique de l'Est (2) ou le futur de 750 millions d'Asiatiques, confrontés à la fonte accélérée des glaciers himalayens. Celui-ci provoque dans un premier temps des inondations meurtrières et, dans quelques décennies ou peut-être plus tôt encore, une sécheresse dramatique comme nous pouvons le lire dans la revue Nature à propos, plus spécifiquement, du Bouthan (3). Oui, là, pour le coup, nous sommes responsables...et coupables si nous continuons d'agir sans changer en profondeur notre mode de vie maintenant que nous savons. Et c'est là que le discours du président français – il n'y a pas que lui - devient schizophrénique quand, d'une part, il parle de soutenir le leadership de la France en exportation de produits agricoles et d'autre part qu'il se présente en héraut du combat contre le changement climatique. Peut-on être le chantre de ce combat à Copenhague alors qu'au même moment, on espère qu'un maximum d'avions iront conduire les huîtres, le foie gras et autres spécialités françaises à travers l'Europe et le monde ?

Homogénéisation

Bien sûr, nombre d'agriculteurs mettent sur le marché ou essaient de mettre sur le marché des produits de qualité. Beaucoup d'agriculteurs tentent également de construire des filières courtes et/ou alternatives. Cela semble aller à l'encontre des vœux du président français qui dit dans son discours : « *Je souhaite donc que les soutiens octroyés aux filières favorisent davantage le regroupement des producteurs pour peser dans les circuits de commercialisation, voire pour en créer.* » Pourtant, des filières courtes, en complément de la grande distribution, permettent et permettraient de substantielles économies de CO2 ... et d'argent pour le consommateur ainsi qu'un revenu meilleur pour l'agriculteur.

Compétitivité accrue

Parlant du manque de compétitivité des producteurs de tomates françaises, après avoir vilipendé les 35 heures, le président français propose la mesure suivante : « *Je demande à Bruno LE MAIRE (Ndlr Ministre de l'agriculture) d'analyser l'organisation de la main d'œuvre salariée étrangère chez nos partenaires européens pour me proposer des mesures visant à accroître la compétitivité de nos exploitations agricoles.* » Qu'entend-il par là ? Va-t-il lutter contre l'exploitation des clandestins dans l'agriculture ? Ou va-t-il proposer l'utilisation d'une main-d'œuvre étrangère – ce qui, intrinsèquement n'est pas un problème – sous payée – ça, c'est un problème- au moment où le chômage augmente en flèche –autre problème- ? Va-t-il lutter contre les méga exploitations du sud de l'Espagne, destructrices de l'environnement ? Va-t-il lutter contre les serres chauffées, productrices de Co2, de Flandres et des Pays-Bas ? Va-t-il lutter contre les tomates sans goût qui inondent les supermarchés...et les marchés tout court ? Ou va-t-il proposer aux producteurs français de s'aligner sur ces standards ?

Pour un coût réel

Aucun mot sur l'agriculture biologique, quelques vagues propos sur le respect de l'environnement ou sur le Grenelle de l'environnement. Voilà qui augure mal de la réforme de la PAC en 2013. Il est cependant temps que soit considéré le coût réel des produits – pas seulement des produits agricoles. Le coût d'un pain n'est pas simplement deux euros. Nous devrions y ajouter le coût santé des pesticides utilisés, le coût Co2 du transport du grain du champ vers la coopérative, de la coopérative vers la minoterie – et là, le chemin peut être très long -, du transport de la farine de la minoterie vers le grossiste, du grossiste vers le boulanger ; le coût Co2 du transport du sel (dix-neuf grammes au kilo selon wikipédia) ; le coût environnemental de l'eau potable utilisée pour produire le pain, le coût environnemental de l'énergie utilisée pour le pétrin, le four, l'éclairage et le chauffage du magasin. Qui plus est, de nos jours, nous devrions y ajouter le coût Co2 du transport du pain de l'atelier général vers le dépôt de ventes. Et ce n'est pas fini, nous devrions y ajouter aussi le coût sur la biodiversité d'une culture céréalière intensive et de la multiplication des infrastructures.

A nous de choisir

Certes, nous devons manger, nous loger, nous vêtir et nous cultiver. Certes, le métier d'agriculteur n'est pas un métier facile. La question n'est pas là. Le postulat posé ici est de dire que tout est interdépendant, que nos actes ne sont pas isolés et que le coût réel est celui qui prend en compte, si pas l'ensemble, à tout le moins un maximum des interactions causées par la création d'un produit. Cette prise en compte entraînerait aussi un meilleur respect du produit, de son producteur et de son consommateur.

Il est encore un coût à ajouter, la souffrance ; que ce soit celle du rongeur qui succombe à l'hémorragie provoquée par le raticide ou celui de l'animal qui n'est plus qu'un « produit ». Comparés à l'animal, nous avons le choix. S'il est inutile de culpabiliser en aval, il peut être utile de culpabiliser en amont. Des choix de notre esprit se dessine le monde.

Alain GEORGES, en charge de la rubrique nature à Plein Soleil

- (1) « Les terres agricoles, de plus en plus convoitées », Marie-Béatrice BAUDET et Laetitia CLAVREUL in Le Monde, 15/04/2009
- (2) In La Libre Belgique, 23/10/2009 « Réchauffement : l'Afrique de l'Est menacée de famine »
- (3) « When the ice melts » in Nature, Volume 461, 22 octobre 2009

**L'ACRF souhaite que les informations qu'elle publie
soient diffusées et reproduites ;
n'oubliez pas dans ce cas de mentionner la source.**

Avec le soutien de

